



d|m

demain le monde

n° 26 – juillet/août 2014

La Copa sous le feu des critiques

dossier

Les multiples
vies du FMI
et de la Banque
mondiale

débat

« Made in » ou...
« Made how » ?

campagne

il manque
une banque

d l m

demain le monde

n° 26 – juillet/août 2014

Directeur de publication

Arnaud Zacharie

Rédacteur en chef

Frédéric Lévêque

Graphisme

Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression

Kliemo – Eupen

Imprimé sur papier recyclé

Photo de couverture

Peinture murale

dans une favela de Rio.

© www.optimismtravels.com

d l m est le supplément

« développement » du magazine

Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !

www.imagine-magazine.com

www.cncd.be/dlm

Contact

dlm@cncd.be – 02 250 12 51



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

03

édito

Un nouveau Bretton Woods est plus nécessaire que jamais !

par Arnaud Zacharie

04

actu

La Copa sous le feu des critiques

par Laurent Delcourt

07

petites histoires de gros sous

Sierra Leone : des cadeaux douteux

par Antonio Gambini

08

débat

« Made in » ou... « Made how » ?

par Michel Cermak

11

dossier

Les multiples vies du FMI et de la Banque mondiale

par Arnaud Zacharie, Romain Gélén et Gino Alzetta

18

reportage

Excision : le théâtre met les pieds dans le plat !

par Anne Goertz

20

projet 11.11.11

Quand le Maghreb s'empare des enjeux migratoires...

entretien avec Dris El Korchi, par Frédéric Lévêque

22

introspectus

Un sommet inefficace sur l'efficacité...

entretien avec Rachel De Plaen, par Frédéric Lévêque

24

citoyen, citoyenne

Il manque une banque

26

citoyen, citoyenne

Rencontres péruviennes pour les Bike To Meet You

Rendez-vous à Esperanzah !

27


pas au sud, complètement à l'ouest

Mi casa es tu casa

par Gérard Manrénson



Bretton Woods est plus nécessaire que jamais !



ARNAUD ZACHARIE

Secrétaire général du CNCD-11.11.11


Il y a 70 ans, les pays alliés tiraient les leçons de leurs erreurs passées et adoptaient les accords de Bretton Woods, par lesquels ils décidaient de coopérer pour stabiliser le système financier et monétaire international (*cf. dossier p. 10 à 17*). Ce faisant, ils avaient voulu aller à la racine des problèmes qui avaient mené à la grande catastrophe de la Seconde Guerre mondiale : le laissez-faire financier, le krach d'octobre 1929 à Wall Street, la Grande Dépression des années 1930, la montée du fascisme et du nazisme et, finalement, la guerre.

70 ans plus tard, nous n'avons pas (encore ?) connu de troisième guerre mondiale, malgré les bruits de botte qui se font de plus en plus assourdissants aux portes de l'Europe. Par contre, le laissez-faire financier, auquel nos édiles politiques ont repris goût depuis les années 1980, a mené à la crise financière mondiale de 2008, suite à l'effondrement du marché des crédits *subprimes* et à la faillite de Lehman Brothers aux États-Unis, débouchant sur ce que certains ont qualifié de Grande Récession. Comme dans les années 1930, le désastre économique et social s'accompagne de crises politiques et de la montée en puissance de l'extrême droite et du nationalisme – non seulement en Europe, comme l'a démontré le scrutin du 25 mai dernier, mais aussi ailleurs dans le monde, comme en Inde, au Japon ou en Russie.

Lorsqu'en novembre 2008, le G20 s'est réuni pour la première fois au niveau des chefs d'Etat pour tenter de répondre à la crise financière mondiale, d'aucuns ont espéré que c'était là le signe d'une résurgence de l'esprit de Bretton Woods. Pourtant, alors qu'il n'avait fallu que trois semaines aux pays alliés pour s'entendre sur les accords de Bretton Woods, qui sont pleinement entrés en vigueur dès 1947, le G20 n'a, malgré les sommets à répétition de ces dernières années, accouché que d'une souris.

« MALGRÉ LES
SOMMETS
À RÉPÉTITION DE
CES DERNIÈRES
ANNÉES, LE G20 N'A
ACCOUCHÉ
QUE D'UNE SOURIS »

Évidemment, prôner un nouveau Bretton Woods ne signifie pas qu'il faudrait reproduire les mêmes mesures qu'il y a 70 ans. L'époque et le contexte ont changé et il convient donc de s'y adapter. Cela signifie toutefois qu'il est indispensable de retrouver la même volonté politique internationale qu'à l'époque pour réguler le système financier international. Les mesures sont connues. Elles ont d'ailleurs pour la plupart été reprises dans la déclaration finale du G20 dès 2008 : réglementation bancaire et financière, fin du secret bancaire et des paradis fiscaux, réglementation des marchés dérivés, taxation des transactions financières internationales... Reste à trouver les hommes et femmes d'État capables de mettre ces solutions concrètement en œuvre.



LAURENT DELCOURT
CETRI

La Copa sous le feu des critiques

Vingt-sept octobre 2007, le Brésil est euphorique. La Fifa vient de confier au pays l'organisation de la 20^e édition de la Coupe du monde de football. Promesse d'importantes retombées économiques, cette « Copa » doit alors symboliser la « réussite » du géant sud-américain et confirmer son statut de nouvelle « puissance émergée ». Depuis, pourtant, l'optimisme a cédé le pas à la colère et à la frustration comme le montre la multiplication récente des tensions et conflits sociaux dans le pays.

Première cible de la critique, les dépenses colossales engagées pour l'organisation de l'événement qui atteignent d'ores et déjà près de 10 milliards d'euros ! Chiffre qui bien entendu ne prend pas en compte les dépenses liées, par exemple, à la sécurité aux abords des stades durant l'événement. À titre de comparaison, pour organiser la précédente Coupe du monde, le gouvernement sud-africain avait engagé 3,45 milliards d'euros, pour un budget initialement prévu de 202 millions, ce pour des retombées bien moindres que celles escomptées au départ.

Retour sur investissement auquel ne croit pas non plus une bonne partie de la population brésilienne. De plus en plus nombreux sont ceux aujourd'hui qui qualifient l'organisation du Mondial de farce, sans bénéfice aucun pour la population, tandis que d'autres l'accusent de renforcer la fracture sociale ou encore d'être un vecteur de corruption.

Et les groupes protestataires de dénoncer pêle-mêle les dépenses somptuaires réalisées dans le cadre de l'événement, l'inutilité de certains travaux, comparés parfois à « des éléphants blancs », l'opacité de certains contrats et concessions dont ne tire profit qu'une poignée de grosses entreprises privées, les malversations ou détournements de fonds dont sont accusés plusieurs responsables politiques et sportifs, la flambée du prix des loyers dans les villes où se tiendra la compétition, ou encore l'imprévoyance des autorités dans un contexte de ralentissement économique, de reprise de l'inflation, et d'annonces répétées par le gouvernement de restrictions budgétaires dans plusieurs secteurs.



Juin 2013 : quand le pays s'embrase

A priori, rien ni personne ne devait perturber le cours des choses. Après tout, entre 2003 et le début du mandat de Dilma Rousseff (2011 - ...), le Brésil avait connu une croissance soutenue, la pauvreté s'était fortement tassée, le pouvoir d'achat avait augmenté et jamais le taux de chômage n'avait été aussi bas, rendant peu plausible une remise en cause de l'action gouvernementale. Mais c'était sans compter sur la vague aussi inattendue qu'inédite de mobilisations urbaines qui, en juin 2013, est venue jouer les trouble-fête, faisant descendre dans les rues de plusieurs villes du pays des dizaines de milliers de protestataires, jeunes, voire très jeunes pour la plupart.

Hétérogène dans sa composition, plurielle sinon contradictoire dans ses revendications, et peu structurée, cette contestation n'était toutefois pas initialement dirigée contre *La Copa*, pas plus qu'elle ne visait directement le gouvernement Dilma. À l'origine de cette fronde sociale, il y a d'abord eu les actions menées à São Paulo par un petit collectif de gauche qui dénonçait l'augmentation des tarifs des transports publics dans la mégapole. Revendication ciblée, enjeu localisé donc ! Mais mobilisation qui servira de détonateur à l'expression complexe d'un ensemble de frustrations accumulées, jusque-là mises en sourdine.

Si ce mouvement s'est par la suite très vite essoufflé, en revanche, cette dénonciation des travers du Mondial s'est faite plus permanente, massive et incisive, rencontrant d'emblée un large écho dans l'opinion publique.

L.D.

© Eraldo Peres (AP/Isopix)

« DE PLUS EN PLUS NOMBREUX SONT
CEUX AUJOURD'HUI QUI QUALIFIENT
L'ORGANISATION DU MONDIAL DE FARCE »

Ceci sans parler des conséquences prévisibles des aménagements urbains, lesquels ont entraîné l'expulsion de plusieurs milliers de familles, et les fréquents accidents liés aux désastreuses conditions de

travail sur les chantiers du Mondial... Pas moins de huit ouvriers décédés depuis le début des travaux !

La Fifa sur la sellette

Si les pouvoirs publics se sont trouvés dans la ligne de mire des protestataires, la critique est plus violente et plus généralisée encore envers la FIFA, accusée non seulement de chercher à capter l'essentiel des bénéfices de l'événement sans prendre le moindre risque, mais aussi d'ingérences intempestives dans les affaires intérieures du pays. Une intrusion qui ne fait qu'exacerber le sentiment souverainiste des Brésiliens, las des leçons assénées par les mentors de la Fédération, de leur attitude méprisante, et de leurs pressions constantes.

Ainsi, dans une déclaration qui n'a rien à envier à la condescendance naïve d'un Platini, mécontent de voir ce peuple « ingrat », troquer ballons ronds et *tamborins* contre pavés et cocktails Molotov, le secrétaire général de la FIFA, le Français Jérôme Valcke n'a pas hésité à suggérer aux autorités de privilégier la force pour neutraliser les protestations durant *La Copa*. Sans sourciller, le même Valcke a déclaré quelques mois plus tôt à propos de l'attribution du Mondial 2018 à la Russie de Vladimir Poutine qu'« un moindre niveau de démocratie est parfois préférable pour organiser une Coupe du monde ». À bon entendeur...

Violences policières

L'usage immodéré de la force, voilà précisément ce qui a mis en émoi et en ébullition les quartiers populaires, et a poussé leurs habitants à rejoindre le camp des protestataires, jusque-là confinés dans une large mesure aux classes moyennes des grandes villes. Disparition d'un jeune homme détenu par l'Unité de police pacificatrice de la favela Rocinha à Rio de Janeiro ; décès le 16 mars d'une habitante de la favela Morro da Congonha, blessée par balle par la police militaire et dont le corps a été traîné sur plusieurs centaines de mètres par le fourgon qui l'emmenait à l'hôpital ;

« UN MOINDRE NIVEAU
DE DÉMOCRATIE
EST PARFOIS
PRÉFÉRABLE POUR
ORGANISER UNE
COUPE DU MONDE »

découverte le 22 avril du corps sans vie du populaire danseur de la TV Globo, Douglas Rafael da Silva, confondu avec un trafiquant et battu à mort; décès d'un enfant de 12 ans à Copacabana durant les émeutes qui ont suivi cette découverte, etc. Depuis quelques mois, les bavures se succèdent suite aux interventions musclées de la police dans les favelas et les quartiers populaires, y rendant la situation de plus en plus explosive.

Si elles jettent une lumière crue sur les violences policières et le respect tout relatif des droits humains par les forces de l'ordre au Brésil, ces bavures étaient prévisibles. Elles sont la conséquence de l'accélération du programme de pacification et de sécurisation des favelas, à l'approche du coup d'envoi de *La Copa*. Ces récentes explosions de colère, auxquelles s'ajoutent les nombreuses mobilisations, bien moins médiatisées celles-là, d'organisations d'habitants ou de mouvements sociaux urbains contre les expulsions, et les récentes manifestations de sans-abris et de vendeurs informels dénonçant l'entreprise de nettoyage social aux abords des infrastructures sportives (en particulier la mise en place d'une zone d'exclusion de deux kilomètres autour des stades imposée par la FIFA), représentent le versant populaire de la révolte. Prenant des expressions multiples, ces mobilisations sont le signe que l'exaspération des couches populaires des grandes villes du pays a atteint son paroxysme.

Popularité érodée, gauche divisée

La montée de la contestation et l'exacerbation des tensions sociales au Brésil n'est évidemment pas sans conséquence politique. Ce qui devait servir de vitrine aux nombreuses réalisations entreprises sous les mandats de Lula et Dilma Rousseff et asseoir davantage la légitimité de leur modèle socioéconomique a finalement viré au cauchemar pour le gouvernement et le Parti des travailleurs (PT). À quelques mois de l'échéance électorale, la présidente-candidate n'est plus créditée que de 37 % des intentions de votes alors qu'un an plus tôt elle caracolait encore dans les sondages.

Certes, ses chances de l'emporter demeurent fortes. Mais à l'évidence, son parti ne sortira pas indemne de l'aventure... à moins qu'il ne change radicalement de cap politique. Message non entendu jusqu'à présent! De fait, tétanisé par les événements, le PT n'a guère été prompt à réagir. Prisonnier des logiques institutionnelles du pouvoir, il a préféré s'arc-bouter sur ses réussites et ses certitudes plutôt que d'entendre les revendications de la rue. Au risque de se couper davantage de ses bases sociales et d'une nouvelle gauche en gestation, qui ne se reconnaît pas – ou plus – dans le PT, il n'a pas su donner une réponse appropriée aux nouvelles demandes sociales et politiques. Parfois, il a même donné l'impression de ne pas les avoir comprises, à l'instar d'une bonne partie de la gauche sociale historique, divisée sur les événements, et incapable de trouver un terrain d'entente et de convergence avec ces nouveaux acteurs.

N.B. : Cet article, avec sources et bibliographie, est disponible dans une version plus longue sur www.cetri.be



Copa para quem ? Les dessous de la coupe du monde

Juin 2014, le Brésil accueille le Mondial. Des millions de supporters s'attendent à vivre la plus grandiose des Coupes du monde, au pays du football. Mais comment le Brésil prépare-t-il ce méga-événement ? Quels en sont les impacts sur les Brésiliens ?

Enquête dans l'une des douze villes hôtes, Fortaleza. Capitale du Ceará, l'un des États les plus pauvres du Brésil, cette ville illustre parfaitement les paradoxes de ce pays. Au-delà de sa côte luxuriante, de ses complexes hôteliers et de ses plages idylliques, Fortaleza se caractérise aussi par son tourisme sexuel, ses milliers d'enfants des rues et ses favelas. Une réalité bien sombre, qui ne correspond pas à l'image que le Brésil souhaite vendre aux touristes et aux médias internationaux: pour la Coupe du monde, le maquillage de la ville a commencé...

www.copaparaquem.com

ANTONIO GAMBINI
CNCD-11.11.11© Alex Williamson
(Ikon Images/Isopix)

Sierra Leone Des cadeaux douteux

Au Sierra Leone, six gros investisseurs bénéficient de cadeaux fiscaux équivalant à huit fois le budget de la santé. Un manque à gagner sérieux dans un pays qui essaie de se reconstruire.

Durement frappé par une terrible guerre civile entre 1991 et 2002, le Sierra Leone tente une difficile reconstruction économique et sociale. Une étude récente¹ permet d'alimenter le débat sur l'un de ses aspects essentiels : la politique fiscale.

On y découvre que six importants investisseurs internationaux, actifs dans les secteurs des mines, de l'agrobusiness et du ciment, ont reçu des cadeaux fiscaux en 2011 et 2012 à hauteur respectivement de 13,7% et 8,3% du PIB annuel. Une somme démesurée par rapport aux autres postes de dépenses publiques. Ces 224 millions de dollars US (2012) correspondent en effet à plus de huit fois le budget total de la santé et plus de sept fois celui de l'enseignement, et au total à plus de 59% du budget public national.

Ces chiffres sont pourtant extrêmement prudents. Ils ne concernent que les cadeaux accordés à six entreprises et uniquement les exemptions de paiement de droits de douane sur importations et de taxes sur la consommation (semblables à la TVA). Les mal nommées *tax holidays* (vacances fiscales, soit une période déterminée d'exemption totale ou partielle sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises) et autres exemptions sur l'équivalent sierra léonais de l'impôt des sociétés (ISOC) ne sont même pas prises en compte.

Des cadeaux inconstitutionnels

En outre, ces cadeaux fiscaux semblent avoir été accordés dans le cadre d'une belle pagaille administrative et politique : la Constitution du pays soumet toute exemption fiscale à l'approbation préalable du Parlement ; pourtant, ici, ces cadeaux fiscaux sont généreusement accordés sans vote ni même information du Parlement, et parfois même sans consultation préalable du ministère des Finances. Pour les opérateurs miniers, c'est encore pire. La liste précise des exemptions fiscales est reprise dans les contrats de concession minière,

dont le secret et l'opacité absolue sont jalousement préservés par les deux parties. Cette politique fiscale est donc non seulement coûteuse, elle est aussi pour l'essentiel inconstitutionnelle et contraire aux principes les plus élémentaires de l'état de droit.

Efficacité mise en doute

La dernière question qui se pose est alors de savoir si au moins cette politique est efficace. Pour les défenseurs traditionnels de la baisse de la charge fiscale sur les entreprises et les investisseurs, moins d'impôts conduisent à plus d'activité économique et d'investissements, et donc plus d'emplois, plus de croissance et au final plus de bien-être économique pour tous.

Telle n'est pourtant pas la conclusion d'une étude du FMI de 2008 sur l'Afrique de l'Est². En comparant les investissements directs étrangers reçus et les incitants fiscaux offerts, elle démontre que ces avantages fiscaux sont un facteur nettement moins déterminant que la situation macroéconomique générale ou la qualité des infrastructures matérielles et juridiques.

La course au moins-disant fiscal pour l'investisseur étranger est donc une stratégie économique plus que douteuse. L'argent dépensé en cadeaux fiscaux pourrait au contraire être utilement consacré à la construction de routes, de tribunaux, d'écoles et d'hôpitaux, facteurs de développement économique et social.

Pour ce qui est du secteur minier, le manque à gagner fiscal est particulièrement inquiétant, car il dépend d'une ressource naturelle finie, et l'impôt qui n'a pas été levé aujourd'hui sur la tonne de minerai extraite est en réalité perdu à tout jamais...

1/ Christian Aid, *Losing Out: Sierra Leone's massive revenue losses from tax incentives*, avril 2014.

2/ International Monetary Fund, *IMF Country Report No. 08/353*, octobre 2008.



MICHEL CERMAK
CNCD-11.11.11

« Made in » ou... « Made how » ?

Je porte une chemise fabriquée par une ouvrière qui gagne moins de 100 € par mois. Réalité lourde de culpabilisation. Les réponses politiques jusqu'ici sont peu convaincantes. Et si nous interdisions tout simplement la vente de produits fabriqués dans des conditions inhumaines ou polluantes ? Pour protéger les travailleurs dans le monde et en Belgique.

Le 15 avril dernier, le Parlement européen annonçait avoir dégagé une majorité favorable à l'obligation pour les entreprises en Europe d'apposer des étiquettes « Made in... », indiquant la provenance des produits non-alimentaires car ce n'est pas encore le cas partout en Europe pour tous les produits ! Le Conseil européen – les États membres – n'a pas suivi l'assemblée.

« Made in monde »

Dans une économie plus mondialisée que jamais, où les 18 composants d'un jean viennent de 12 pays, font 65 000 km soit une fois et demi le tour de la Terre avant d'arriver dans notre magasin, et où les entreprises peuvent changer de sous-traitant et de pays en un clic, quel sens y a-t-il à s'évertuer à définir un critère pour déterminer « le » pays d'origine d'un produit comme l'a tenté le Parlement européen ? Quelle information pertinente cela donne-t-il au consommateur ?

Le 24 avril 2013, 1 138 personnes trouvaient la mort au Bangladesh dans l'effondrement du Rana Plaza, abritant plusieurs usines textiles qui produisaient pour Benetton et Carrefour notamment. Une ouvrière qui travaille pour H&M ou Puma au Cambodge gagne l'équivalent de 73 € par mois, alors qu'il faut 285 € pour y vivre dignement, selon la *Clean Clothes Campaign*. Et lorsque ces travailleurs s'organisent et réclament un salaire vital, ils sont emprisonnés et même réprimés dans le sang.

Dumping social et environnemental

La mondialisation économique n'étant pas encadrée par des standards sociaux et environnementaux applicables s'est transformée en course à la compétitivité et met la pression sur nos conditions de travail, de santé et de vie. On appelle ça le dum-

ping social et environnemental. Un dumping qui a lieu entre l'Europe et le reste du monde mais aussi entre pays de l'UE.

Dans une interview au *Vif* de mars 2013, suite aux nombreuses suppressions d'emplois chez Caterpillar Gosselies, ArcelorMittal et Ford Genk, Charles Michel, président du MR, se faisait le chantre du patriotisme économique, suggérant la création d'un label « Made in Europe », et proposait d'« instaurer des droits de douane aux frontières de l'Europe, pour certains produits ». Trois mois plus tard, les socialistes belges proposaient quant à eux « une Europe du juste échange » incluant « des normes sociales et environnementales élevées dans les accords de libre-échange entre l'Europe et d'autres pays, et d'augmenter les tarifs douaniers en cas de non-respect des normes » afin de « contrer une concurrence déloyale qui détruit notre industrie et provoque des pertes d'emploi chez nous » (www.ps.be). Le « juste échange » est une notion qu'avait déjà utilisée Ecolo dans une résolution déposée en 2012 qui réclamait « l'instauration de droits de douanes sociaux et environnementaux au niveau européen » pour protéger notre économie et nos travailleurs (www.ecolo.be). Le cdH, quant à lui, proposait pendant la récente campagne électorale « l'instauration par l'UE d'un mécanisme d'écluses sociales,



sanitaires et environnementales pour mettre sur un pied d'égalité les produits européens et les productions extra-européennes » (www.embobiner.be).

Comment s'attaquer directement au cœur du problème et refuser tout simplement de consommer des produits issus des enfers sociaux et environnementaux dans le Sud et protéger notre modèle social et notre industrie ? Pourquoi tolérer dans nos achats des conditions de travail interdites dans les usines en Belgique ?

« POURQUOI TOLÉRER DANS NOS ACHATS DES CONDITIONS DE TRAVAIL INTERDITES DANS LES USINES EN BELGIQUE ? »

Les mêmes exigences pour notre consommation que notre production

Plutôt que se perdre dans le débat manichéen entre libre-échange et protectionnisme, l'UE doit faire peser les restrictions non pas sur les pays tiers, mais sur les entreprises, en leur imposant de démontrer le respect des normes sociales et environnementales minimales durant la production pour pouvoir vendre leurs produits sur le marché européen, qu'ils aient été fabriqués au sein ou hors de l'UE.

Aucune grande firme ne peut raisonnablement se passer de l'UE, premier marché de consommation au monde. Elle est le premier client pour les exportations en provenance de Chine, d'Inde, du Brésil ou de Thaïlande et un partenaire commercial majeur pour la plupart des pays du monde, ce qui lui donne une vraie capacité de négociation. Il n'y a donc aucune fatalité à laisser la mondialisation et le marché européen sans règles sociales et environnementales contraignantes.

Redonner des perspectives aux travailleurs

Pour éviter que cette politique de régulation par la consommation ne soit perçue par les pays à bas salaires comme une démarche protectionniste, un mécanisme de soutien devrait simultanément être instauré. Un fonds mondial pour la promotion des normes sociales et environnementales¹ qui serait financé par l'instauration en Europe d'une « contribution anti-dumping » sur les produits ne respectant pas ces normes de production. Cela permettrait à la fois d'imposer aux firmes le respect de ces normes et de soutenir les pays en développement dans leur application progressive.

En plus de s'attaquer dans une même mesure au dumping intra- et extra-européen, cette solution aurait l'avantage non négligeable d'être compatible, si elle est bien formulée, avec les règles de l'Organisation mondiale du

commerce (OMC), contrairement aux « droits de douane sociaux et environnementaux » souvent évoqués dans ce débat. Cela permet d'éviter des représailles de la part des gouvernements qui se considéreraient, à tort, lésés. Ça permettrait aussi de ne pas devoir renégocier les accords régis par l'OMC, donc de mettre 160 pays d'accord dans une institution paralysée par les désaccords depuis 1995.

La course au moins-disant social laisserait alors la place à un partenariat pour une harmonisation « vers le haut » en matière de droits sociaux et environnementaux, au bénéfice des travailleurs et des citoyens de Belgique, d'Europe et du monde.

^{1/} Sur le plan social, on pense par exemple aux normes fondamentales de l'OIT : pas de travail des enfants, de travail forcé ou de discriminations au travail, et la liberté d'association et de négociation collective. Au niveau environnemental, cela impliquerait au minimum le respect du protocole de Kyoto.





Les multiples vies du FMI et de la Banque mondiale

© World Bank / IMF Library

Fondés à Bretton Woods, dans le nord-est des États-Unis, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale célèbrent leur 70^e anniversaire ce 1^{er} juillet. Au cours de leur déjà longue existence, les deux institutions ont vu leur rôle évoluer au rythme des rapports de forces internationaux et des crises économiques, au point que l'on peut affirmer qu'elles ont connu plusieurs vies.

ARNAUD ZACHARIE
CNCD-11.11.11

1944

la création d'un nouveau système financier international

Flash-back. Il y a 70 ans, le 1^{er} juillet 1944, 730 délégués de 45 pays se rassemblent dans le New Hampshire, à Bretton Woods, en vue de coopérer pour enrayer l'instabilité financière qui avait été à la base du krach de 1929, de la Grande Dépression des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. La conférence est rigoureusement encadrée par les États-Unis, qui proposent aux autres pays participant à la conférence une charte commune négociée quinze jours plus tôt avec le Royaume-Uni. Cette charte constituera le socle des futurs accords.

La conférence est divisée en deux commissions : la première, présidée par l'économiste britannique John Maynard Keynes, porte sur la création d'une banque internationale de reconstruction ; la seconde, présidée par l'Américain Harry White, vise la création d'un fonds international de stabilisation, appelé dans la charte commune Fonds monétaire international (FMI). Ces deux commissions donneront naissance au FMI, chargé de la stabilité monétaire, et à la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou Banque mondiale), chargée de financer la reconstruction d'après-guerre et des mégaprojets de développement dans le tiers-monde.

La conférence se déroule dans des conditions assez spéciales. Les délégués sont entassés dans des salles exiguës et aucun système de traduction n'a été prévu (la conférence se tient en anglais). Seuls l'Inde, la Chine et quelques pays latino-américains représentent les pays du Sud. L'Union soviétique est présente sans véritablement participer aux débats. Elle finira par claquer la porte de la conférence avant son terme. En cause : l'exigence des États-Unis de localiser les institutions de Bretton Woods aux États-Unis (le FMI et la Banque mondiale seront ainsi installés à Washington), de disposer d'un droit de veto sur les décisions des deux institutions et de baser le nouveau système monétaire international sur l'or. Cette dernière exigence est adoptée sans discussion, bien que rejetée par Keynes, absorbé par la commission portant sur la Banque mondiale. Elle fait *de facto* du dollar la monnaie de référence internationale, puisque les trois-quarts du stock d'or mondial se trouvent aux États-Unis (à Fort Knox). Dépourvus d'or, les autres pays devront inéluctablement fixer la parité de leur monnaie par rapport au dollar.

Durant la dernière semaine de la négociation, les articles de l'accord sont rédigés. Les États-Unis se voient octroyer le droit de rédiger seuls l'Acte final instituant l'accord. Évidemment, Keynes et les Britanniques sont opposés à cette liberté d'action. Mais le pays hôte a accepté un prêt de 3,75 milliards aux Britanniques et font de la ratification de l'Acte final une condition *sine qua non* à cette opération. Le 22 juillet 1944, les 44 pays présents signent les accords de Bretton Woods, par lesquels ils s'engagent à coopérer pour adopter un régime de changes fixes : d'une part, le dollar est fixé à l'or au prix de 35 dollars l'once ; d'autre part, les autres monnaies sont fixées au dollar et ne peuvent dépasser une marge de fluctuation de plus ou moins 1 %. Pour la première fois, et après trois échecs en 1865 (à Paris), en 1922 (à Gênes) et en 1933 (à Paris), une conférence internationale visant la réforme du système financier international aboutit à un résultat concret.

Le système de Bretton Woods, fondé sur le contrôle des mouvements de capitaux internationaux, contribuera à préserver la stabilité financière internationale dans le cadre des Trente Glorieuses, jusqu'à son abolition par les États-Unis en août 1971. Depuis lors, la libéralisation financière et les crises systémiques sont à nouveau de mise.

ROMAIN GÉLIN
Gresea

FMI une histoire contrastée

Dès l'origine, l'objectif du Fonds est de promouvoir le développement sans entrave du commerce international et de limiter l'ampleur des crises. Il est chargé d'une double mission : la mise en place du système monétaire de Bretton Woods, fondé sur la libre convertibilité des monnaies et un régime de change fixe (basé sur l'or et le dollar) ainsi que l'assistance aux pays connaissant des difficultés financières.

Bretton Woods et la « pax americana »

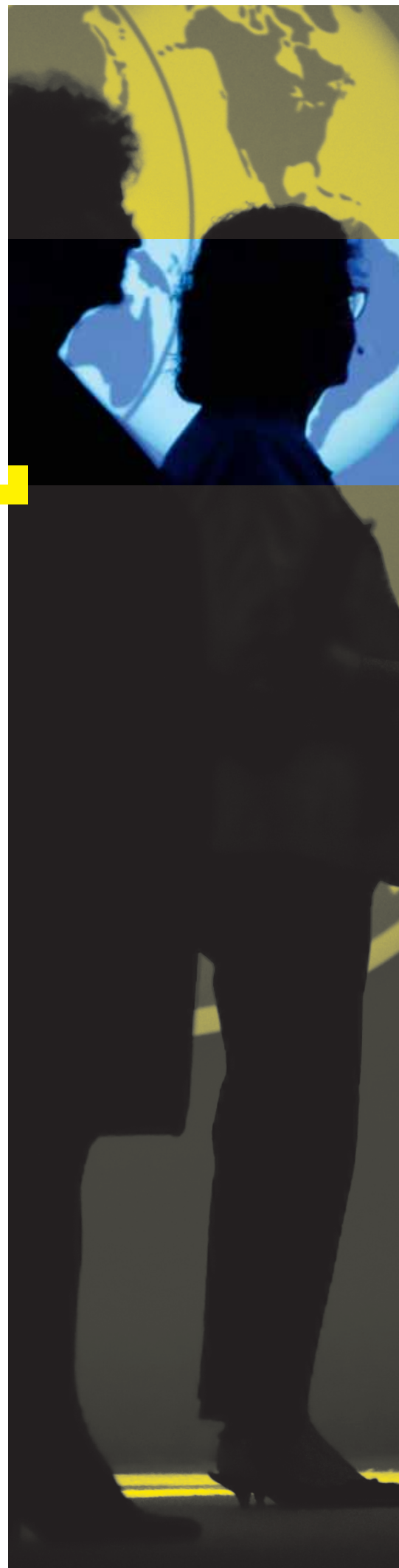
En réalité, c'est la mise en place du système monétaire pensé en 1944 qui occupera le FMI pendant ses premières années d'existence. Les pays en reconstruction passeront principalement par le plan Marshall pour pallier leurs difficultés. Mais, à la fin des années 1950, les premiers déficits américains apparaissent, et en 1964, le montant des avoirs en dollars détenus hors des États-Unis – les eurodollars – devient supérieur au stock d'or américain. Le système monétaire basé sur la convertibilité du seul dollar en or (35\$ l'once d'or) devient alors intenable pour le Trésor américain. En 1971, le président Nixon suspend la convertibilité du dollar en or, et en 1973 le régime de change fixe est définitivement abandonné, marquant la fin du système de Bretton Woods. Un nouveau rôle est alors attribué au FMI en plus des prêts aux pays en difficulté : la surveillance des déséquilibres économiques.

Durant les *Trente Glorieuses*, le montant des prêts du FMI reste assez modeste. Il s'agit d'abord de retrouver l'équilibre des balances des paiements et plus particulièrement de consolider les réserves de change des pays afin de maintenir la parité de leurs monnaies (crise de Suez, crise de la livre sterling, etc). Les pays importateurs de pétrole bénéficieront également de prêts temporaires après le choc pétrolier de 1973.

Le médecin des Trente Glorieuses se fait sorcier néolibéral

Dans les années 1980, les crises de la dette qui frappent les pays du Sud vont considérablement modifier le rôle du FMI sur la scène internationale. En moyenne, le Fonds interviendra dans 35 pays par an durant les années 80 : deux fois plus que dans les années 70. Une grande partie des pays africains et sud-américains sont concernés. Si à l'origine, les pays ayant connu des problèmes de balance des paiements bénéficiaient d'une relative liberté dans l'affectation des aides reçues, les années 80 vont être marquées par des interventions de nature tout à fait différente. Le FMI ne va plus seulement s'intéresser à la résorption de déséquilibres temporaires, mais bien à la croissance et à l'investissement à long terme – donc à la « réforme » en profondeur de la base productive des pays. C'est le début des plans d'ajustement structurel, de la conditionnalité, en d'autres termes de la mise sous tutelle des pays en développement. Au menu : réduction des dépenses publiques, hausse des taxes sur divers biens de consommation, des prix de l'essence et de l'électricité, gel des salaires, libéralisation, privatisations, réduction du rôle des États dans l'économie...

Dans les années 90, rebelote. Les banques étant encore échaudées par les restructurations de dette de la fin des années 80, les États doivent désormais emprunter sur





« IL FAUDRA L'ÉCLATEMENT DE LA BULLE
DES SUBPRIMES EN 2008 ET LA CRISE
DE L'EURO À PARTIR DE 2010 POUR
REDONNER SOUFFLE À L'ORGANISATION »

les marchés financiers. La croissance observée au début de la décennie dans les pays latino-américains s'accompagne d'une hausse des importations (notamment de biens d'équipement) et les déficits publics explosent. Il s'ensuit une défiance croissante des investisseurs étrangers et la fuite des capitaux. Le Mexique, l'Argentine et le Brésil sont successivement touchés par des crises économiques et politiques. Les plans d'ajustement des années 90 poursuivront « l'œuvre » entamée quelques années plus tôt. Les populations en paieront les frais lors de la crise asiatique (1997) ou de la crise turque (2000-2001). En Amérique latine, le taux de pauvreté dans les années 1990 retrouve son niveau des années 1970! Après l'implosion de l'URSS, la Russie signe six accords avec le FMI entre 1992 et 2000. L'ouverture des comptes de capitaux et la dérégulation hâtive constitueront une des causes de la crise russe de 1998. Paradoxalement, plutôt qu'une remise en question de sa stratégie, ces crises confortent le FMI dans son rôle.

Quant aux pays n'ayant pas accès aux marchés financiers internationaux, ils resteront sous perfusion du FMI et de la Banque mondiale. Des plans d'ajustement, on s'acheminera vers l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés). L'intitulé change, les pratiques très peu. Les bons élèves pourront voir une partie de leur dette annulée – une générosité de façade vu les sommes en jeu.

L'Europe comme nouveau terrain de jeu

Au tournant du 21^e siècle, la légitimité du Fonds s'estompe progressivement. L'« échec » des interventions des décennies précédentes, le meilleur accès aux marchés financiers pour les pays en développement et le fait que certains « gros clients » – les pays latino-américains notamment – remboursent même par anticipation leurs emprunts contribuent à une certaine marginalisation du FMI.

Par ailleurs, la gouvernance et le système des quotes-parts (qui détermine les montants de prêt mais surtout le nombre de votes auquel un pays a droit¹), symbole de la mainmise occidentale sur l'institution, sont de plus en plus décriés par les pays émergents.

Il faudra l'éclatement de la bulle des *subprimes* en 2008 et la crise de l'euro à partir de 2010 pour redonner souffle à l'organisation. Dès 2008, avant les pays du sud de la zone euro, la Hongrie, la Lettonie puis la Roumanie demandent l'assistance du FMI. Les recettes « européennes » proposées par le FMI sont similaires à celles des interventions des décennies précédentes : programme d'austérité budgétaire, mise à mal des systèmes sociaux, marginalisation de la concertation sociale. Le rôle du Fonds évolue cependant dans le cas de la crise européenne. Il intervient désormais « en couple » aux côtés des institutions européennes dans le cadre de la Troïka (FMI, Commission et Banque centrale européenne) et « coopère étroitement » au Mécanisme européen de stabilité. La spécificité de cette Troïka est d'agir en dehors de tout statut juridique international. D'autre part, au sein de cette construction, le FMI endosse aussi un rôle d'expert aux côtés des institutions européennes, et moins, comme ce fut le cas dans les pays du Sud, d'acteur principal des ajustements. Un expert peu écouté lorsqu'il reconnaîtra après coup sa mauvaise estimation des effets des politiques d'austérité. Dès lors, une question s'impose aux peuples européens : leurs institutions européennes sont-elles plus néolibérales que le FMI ?

1/ Les États-Unis, avec plus de 17% des droits de vote, disposent de facto d'un droit de veto pour les décisions importantes qui se prennent à une majorité de 85% des voix.

ARNAUD ZACHARIE
CNCD-11.11.11

Les tournants idéologiques inassumés du FMI

Depuis la crise financière de 2008, le FMI a opéré plusieurs tournants idéologiques à travers la publication d'études sur le contrôle des capitaux, l'austérité budgétaire ou les inégalités sociales. Toutefois, l'écart reste grand entre les conclusions des études publiées par les chercheurs du FMI et les politiques mises en œuvre par sa direction.

Le contrôle des capitaux

Depuis les années 1980, le FMI a été le plus ardent défenseur de la libéralisation des comptes de capital. Le contrôle des mouvements de capitaux était tellement inenvisageable à ses yeux qu'il proposa en 1997 une modification de ses statuts imposant la libéralisation financière à tous ses États membres. La démarche fut toutefois abandonnée suite à la crise asiatique de 1997-98 qui démontrait les risques systémiques générés par la libéralisation financière. Ceci alors que les pays qui, comme la Chine, avaient conservé des mesures de contrôle des capitaux enregistraient des performances économiques impressionnantes.

Suite à la crise de 2008, le FMI a adapté son point de vue dans un rapport publié en février 2010 : « En résumé, il y a deux principales raisons pour lesquelles les gouvernements pourraient vouloir imposer des contrôles de capitaux – limiter l'appréciation du taux de change et limiter la vulnérabilité financière due à des emprunts étrangers excessifs ou particulièrement risqués ». Cette nouvelle orientation a été confirmée dans un document publié en février 2011 et proposant au Conseil d'administration du FMI d'adopter un nouveau cadre pour gérer les entrées de capitaux, incluant sous certaines conditions les contrôles. Une note de discussion du staff du FMI, publiée en avril 2011, a en outre proposé la mise en œuvre de contrôles des capitaux conjointement à des politiques macroéconomiques et prudentielles pour faire face aux entrées massives de capitaux : « Les contrôles des capitaux sont un élément important de la boîte à outils pour gérer les afflux de capitaux, en complément de politiques macroéconomiques et prudentielles ». Une autre note parue au même moment suggère que « l'utilisation appropriée de mesures de gestion des flux de capitaux sera nécessairement déterminée par les circonstances macroéconomiques, institutionnelles et financières particulières de chaque pays ». Bien que prudent, le changement de position du FMI n'en est pas moins réel et illustre le regain d'intérêt académique et politique envers les contrôles des capitaux.

Le multiplicateur budgétaire

Dans le cadre des programmes d'ajustement structurel des années 1980 et 1990 dans les pays en développement, tout comme dans les programmes de consolida-

tion budgétaire mis en œuvre par la Troïka dans les pays de l'Union européenne depuis 2010, le FMI a prôné l'austérité budgétaire dans des dizaines de pays, arguant qu'elle était le garant d'un retour à la stabilité macroéconomique et à la croissance. Pourtant, en 2013, le FMI a révisé à la hausse le calcul de l'impact des politiques d'austérité sur la croissance économique : le « multiplicateur budgétaire » est ainsi plus élevé que précédemment estimé, ce qui signifie que couper dans les dépenses provoque de plus graves dégâts économiques que prévu.

C'est l'économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard, qui a co-publié en janvier 2013 une étude économétrique visant à quantifier le multiplicateur budgétaire. Jusqu'il y a peu, les modèles des prévisionnistes se fondaient sur un impact quasi nul. Mais il est désormais évident qu'il était largement sous-estimé. Dès 2011, Christiano, Eichenbaum et Rebelo démontraient que dans certaines conditions, le multiplicateur budgétaire pouvait excéder 3, ce qui signifie que pour chaque pourcent de consolidation budgétaire, l'économie peut décliner de plus de 3%. Selon les calculs d'Auerbach et Gorodnichenko, le multiplicateur peut





atteindre 2,5 en période de récession. L'étude du FMI, qui porte sur 26 pays européens au cours de la crise actuelle, démontre que les multiplicateurs, bien que variant fortement d'un pays et d'un contexte à l'autre, ont été substantiellement supérieurs à 1.

Toutefois, l'étude prend également bien soin, dans ses conclusions, de lever toute ambiguïté : « Les résultats n'impliquent pas que la consolidation budgétaire n'est pas désirable. Toutes les économies avancées font face au défi de l'ajustement budgétaire en réponse aux niveaux élevés d'endettement gouvernemental et aux pressions futures sur les finances publiques causées par l'évolution démographique ». En d'autres termes, le fait que le multiplicateur budgétaire soit plus élevé que présumé n'implique en rien pour le FMI d'abandonner les politiques d'austérité en cours.

Les inégalités sociales et les politiques de redistribution

Depuis les années 1980, le FMI s'est fait le chantre de la théorie de l'« effet de ruissellement » selon lequel les fruits de la croissance « ruissellent » automatiquement jusqu'aux plus pauvres. Les politiques publiques de redistribution des richesses sont ainsi décrétées nocives pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Les politiques de développement doivent dès lors être laissées aux mains des seules forces du marché.

Or, c'est à des conclusions radicalement opposées qu'est arrivée une étude d'Ostry et Berg publiée en février 2014 par le FMI : « Nous n'avons guère trouvé de données montrant qu'une redistribution typique a eu en moyenne un effet négatif sur la croissance. En outre, une croissance plus rapide et plus durable semble avoir suivi la réduction des inégalités qui en a résulté (...). En termes clairs, il ne semble guère établi qu'il existe un arbitrage fondamental entre redistribution et croissance. Dans bon nombre de cas, il semble donc improbable qu'il soit justifié de ne rien faire face à des inégalités élevées ». Autrement dit, taxer les riches pour redistribuer les richesses aux plus pauvres est non seulement bon pour la réduction des inégalités et de la pauvreté, mais aussi pour la croissance.

Un sérieux tournant idéologique pour le FMI, dont une étude de décembre 2013 a par ailleurs démontré que la libéralisation financière et l'austérité budgétaire, qu'il prône pourtant depuis des décennies, augmente les inégalités sociales. Le Brésil, par la voix de son ministre des Finances Guido Mantega, n'a pas manqué, en avril 2014, de demander au FMI de passer des paroles aux actes : « Le Fonds a commencé à prêter plus d'attention à l'accroissement des inégalités, mais il lui faut encore transformer cela en recommandations concrètes ».

Par le biais de plusieurs études récentes, le FMI a ainsi profondément remis en question ses propres théories sur des sujets aussi fondamentaux que la libéralisation financière, le contrôle des capitaux, l'impact des politiques d'austérité budgétaire et le rôle des politiques de redistribution des richesses. Mais entre la théorie – c'est-à-dire le service d'études du FMI – et la pratique – c'est-à-dire les politiques décidées par les principaux États membres et la direction du FMI –, le fossé reste conséquent. C'est pourquoi les récents tournants idéologiques du FMI restent largement inassumés.

N.B. : les études et propos auxquels
fait référence cet article ont été publiées sur www.cncd.be

« Il est plus difficile de résister aux pressions américaines qu'aux sollicitations européennes... »



Gino Alzetta est administrateur belge à la Banque mondiale. Il répond à nos questions sur l'histoire et l'actualité de l'institution.

Quelles sont selon vous les principales évolutions qu'a connues la Banque mondiale depuis sa création ? Initialement, la Banque mondiale a été créée en vue d'accélérer la reconstruction à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. Elle s'est progressivement transformée en une institution de développement dans les années 1960, lorsque nombre de pays africains ont accédé à l'indépendance. C'est d'ailleurs à cette époque qu'a été créée l'Association Internationale de Développement, le guichet concessionnel du Groupe Banque mondiale. Pendant ces années, l'action du Groupe s'est avant tout concentrée sur le financement des infrastructures.

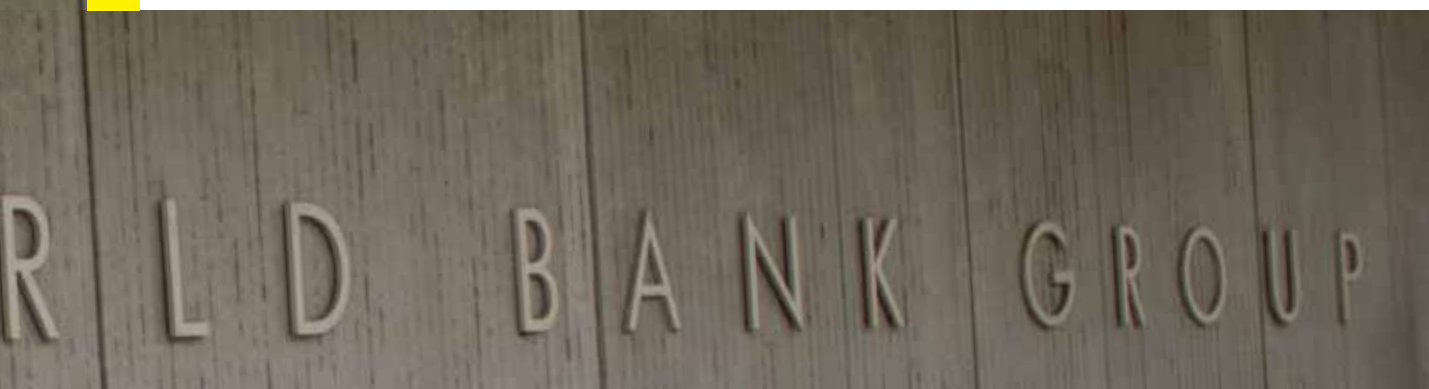
Dans le courant des années 1970, la Banque s'est concentrée sur la mise en place de programmes d'ajustement structurel qui se sont multipliés durant les années 1980. Le succès mitigé de ces programmes a amené la Banque à se tourner progressivement vers le financement de projets à caractère social, négligeant quasi totalement les infrastructures.

Suite à la chute du Mur de Berlin, la Banque a, dans le courant des années 1990, été amenée à investir dans la transition. Suite à la Conférence de Monterrey sur le Financement du Développement (2002), la Banque a ensuite recentré ses activités sur la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Elle a développé ses activités de transfert de connaissances tout en réinvestissant progressivement dans les infrastructures, éléments incontournables dans la poursuite des OMD.

Sous l'impulsion du Président Kim, la Banque s'est désormais engagée dans la voie d'une Banque qui apporte des solutions en combinant soutien financier, transfert de connaissances, application de recettes qui ont fait leurs preuves et qui sont susceptibles de déboucher sur des résultats concrets en vue de transformer la vie des plus défavorisés.

La Banque mondiale a souvent été critiquée au sujet du « consensus de Washington » défendu à partir des années 1980 : ces politiques

Propos recueillis par
ARNAUD ZACHARIE
CNCD-11.11.11



sont-elles selon vous toujours de mise ? Comme je l'ai indiqué à de multiples reprises au cours des dernières années, le « consensus de Washington » est désormais de l'histoire ancienne. Il conviendrait dès lors d'arrêter de fantasmer à son sujet.

L'émergence de puissances régionales du Sud comme les BRICS, très actifs pour réformer les droits de vote de la Banque mondiale et qui ont lancé la création d'une banque de développement, annonce-t-elle une modification des rapports de forces Nord-Sud en matière de financement du développement ou n'est-ce selon vous qu'un phénomène temporaire ? Je me permettrai tout d'abord de préciser que la « BRICS Bank » est encore loin d'être une réalité. De multiples problèmes ont considérablement retardé sa mise en place. Parmi eux, celui de la gouvernance de l'institution (attribution des droits de vote notamment...) que les BRICS avaient clairement sous-estimés. Ils sont confrontés aux mêmes luttes d'influence que celles qu'ils ont dénoncées au sein des institutions de Bretton Woods. Ces problèmes de gouvernance sont en outre exacerbés par la différence des capacités contributives des cinq pays (notamment entre la Chine et l'Afrique du Sud) qui ne sont pas en phase avec

les ambitions auxquelles chaque pays veut prétendre en termes de représentation. Les intérêts économiques et commerciaux, à la fois divergents et concurrents, contribuent également à rendre la négociation difficile. Enfin, les difficultés économiques que connaissent certains pays (Inde, Brésil) ainsi que certains éléments géopolitiques pouvant avoir des conséquences économiques importantes (différend Ukraine-Russie) risquent d'ajouter à la difficulté. Une modification des rapports de forces Nord-Sud en matière de financement du développement est en préparation mais sa matérialisation, à l'instar de la concrétisation de la « BRICS Bank », prendra encore pas mal de temps et son évolution risque de connaître des hauts et des bas.

Comment expliquez-vous que malgré l'importance croissante de la coopération Sud-Sud, la direction de la Banque mondiale soit restée exclusivement américaine ? Ce phénomène s'explique tant en raison de l'attitude des pays du Sud qu'en raison de celle de l'actionnaire dominant que sont les pays du Nord. Si les pays du Sud, et en particulier l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, ont clairement fait entendre leur opposition au maintien de la direction du FMI aux mains des Européens, et si ces derniers ont fait preuve d'ouverture, ces mêmes pays du Sud ont, à la Banque mondiale, généralement adopté une attitude bien plus conciliante à l'égard des États-Unis qui, eux-mêmes, n'ont fait preuve d'aucune ouverture. Par ailleurs, lors du dernier processus de sélection du président de la Banque, les pays du Sud ont été incapables de se mettre d'accord sur un candidat unique. Pire, nombreux sont ceux qui n'ont pas osé se prononcer en faveur d'un des leurs. Il est vrai qu'il est plus difficile de résister aux pressions américaines qu'aux sollicitations européennes...

Quels sont les principaux chantiers que la Banque mondiale s'est fixé pour les prochaines années ? Les principaux chantiers que la Banque mondiale s'est fixés sont reflétés dans la stratégie qui a été approuvée par les gouverneurs lors des Assemblées annuelles d'octobre 2013. Cette stratégie s'articule autour de la poursuite de deux objectifs fondamentaux : la réduction de la pauvreté extrême à 3% à l'horizon 2030 et la promotion d'une prospérité partagée, le tout de manière durable tant du point de vue budgétaire, social qu'environnemental.

ANNE GOETZ
Frères des Hommes
Luxembourg

Excision : le théâtre met les pieds dans le plat !

Chaque année, dans le monde, trois millions de filles, pour la plupart âgées de moins de 15 ans, sont soumises à l'excision. Au Burkina Faso, même si le gouvernement en a interdit la pratique, trois quarts des femmes sont excisées. Faire évoluer les mentalités est donc un véritable enjeu, surtout pour l'Atelier Théâtre Burkinabè (ATB) qui a fait de la lutte contre l'excision son cheval de bataille.

Mai 2013. Le soleil encore brûlant descend doucement dans le ciel. La chaleur est écrasante. En cette fin d'après-midi, le mercure frôle les 43°C. Les ruelles de sable de Pagou, village de la région du Centre Est, sont désertes et étrangement silencieuses. Il suffit pourtant de faire quelques mètres et de s'approcher de la place pour entendre un vaste brouhaha et comprendre que « c'est là-bas que ça se passe ! ». Plus de 400 personnes, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, ont abandonné leurs fours et leurs moulins, leurs faux et leurs faucilles pour venir assister à une pièce de théâtre forum du nom de « Tourments de Femmes ». Interprétée par les comédiens de l'Atelier Théâtre Burkinabè (ATB)¹, cette pièce dénonce féroce l'excision² et ses conséquences désastreuses sur la santé physique et psychologique des femmes, parmi lesquelles les risques d'infections pouvant entraîner la mort ainsi que les risques de stérilité, de contraction du VIH-Sida et de séquelles chroniques.

En 1996, le gouvernement burkinabè a adopté une loi interdisant la pratique de l'excision. L'adoption de cette loi s'est accompagnée de sévères mesures de répression à l'égard des promoteurs de l'excision. Elle a aussi fait l'objet d'une vaste campagne de sensibilisation et d'information qui a porté ses fruits. Le taux d'excision – aujourd'hui de 13,3% – chez les filles âgées de moins de 14 ans témoigne à lui seul d'un recul de la pratique, même si ce même taux reste de 57,7% chez les jeunes filles âgées de 15 à 19 ans. Aussi, 9,7% des femmes et des hommes âgés entre 15 et 49 ans considèrent toujours que la pratique de l'excision devrait continuer. Parce qu'il existe encore d'importantes poches de résistance au changement, parce que le taux de prévalence reste élevé, les efforts en matière de sanction, mais surtout de sensibilisation et d'information doivent être maintenus voire renforcés, notamment dans la région du Centre Est, l'une des plus touchées par ce fléau, là où précisément se trouve le village de Pagou.

Dépasser les mécanismes d'autocensure

« Quand nous sommes arrivés à Pagou, les populations, qui étaient conscientes des sanctions encourues, nous ont affirmé que l'excision n'y était plus pratiquée depuis longtemps, que cette pratique était réservée aux barbares, se souvient Assita, une comédienne de l'Atelier Théâtre Burkinabè. Contre toute attente, à l'issue de la représentation de « Tourments de Femmes », des femmes sont montées sur scène pour





« L'UNE DE NOS MISSIONS CONSISTE À AIDER LES FEMMES À DÉPASSER LES MÉCANISMES D'AUTOCENSURE, QUI LES EMPÊCHENT D'ALLER AU-DEVANT DE LA SCÈNE POUR DÉFENDRE LEURS DROITS »



témoigner de leur douloureuse expérience d'excisées et de la nécessité d'y mettre fin». Et la comédienne d'expliquer: «C'est la magie du processus d'identification qui opère. Il permet aux femmes de prendre conscience de l'injustice dont elles font l'objet et les pousse à délier leurs langues!».

Du rire à la colère, en passant par les larmes, la pièce suscite en effet de fortes réactions. Et pour cause: «En temps normal, on ne parle jamais de l'excision dans la sphère publique. C'est un sujet tabou. Mais le théâtre forum met les pieds dans le plat!», confie Issouf, lui aussi comédien de l'ATB. Surtout le théâtre forum donne la voix aux femmes. Salimata, une habitante de Pagou, témoigne: «Habituellement, on ne nous donne pas la parole. Nous n'avons pas le droit de parler devant les hommes et aucun espace n'est prévu au sein du village pour nous exprimer. Le théâtre vient bouleverser ces règles pour nous permettre de dire enfin tout haut ce que nous pensons tout bas!». Prosper Kompaoré, directeur de l'ATB, enchaîne: «L'une de nos missions consiste à aider les femmes à dépasser les mécanismes d'autocensure, qui les empêchent d'aller au-devant de la scène pour défendre leurs droits. La dimension théâtrale a ce côté rassurant, où soudain tout devient permis, ou "après tout, ce n'est que du théâtre", où on se met dans la peau d'un personnage autre que soi-même.»

Le théâtre constitue aussi un outil particulièrement efficace pour sensibiliser les hommes et les chefs coutumiers, qui sont trop souvent de fervents promoteurs de l'excision. Pour les premiers, en prévenant tout désir sexuel, elle garantirait la fidélité des femmes à leur égard. Pour les seconds, il s'agit souvent de perpétuer la mutilation génitale au nom de l'indispensable «respect de la coutume».

Un théâtre en faveur du changement

À l'issue de la représentation de «Tourments de Femmes», la troupe oriente les spectatrices et spectateurs vers des acteurs locaux à même de les accompagner dans la lutte contre les mutilations génitales féminines. Dans de nombreux villages, chefs coutumiers, hommes et femmes s'engagent publiquement à éradiquer –à long terme– l'excision de leur commune et prennent des mesures concrètes en faveur du changement. À Pagou par exemple, les femmes se sont mobilisées et ont créé leur propre association pour lutter contre le fléau des violences sexuelles. Dans d'autres villages, le changement est plus long à opérer. Pour Yacouba Zeba, coordinateur de l'Association Dakupa, une ONG de développement intervenant dans la région du Centre Est, «l'excision constitue un phénomène complexe, profondément enraciné. Notre ambition consiste à modifier une norme sociale. Endurance et persévérance seront le prix à payer pour faire de l'éradication de l'excision une réalité». Maxime, un comédien, le confirme: «La seule recette consiste à sensibiliser sans relâche, en synergie avec le Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision et les autres acteurs de la société civile. Le théâtre forum est un moyen d'action parmi d'autres certes, mais c'est une arme redoutable qui permet de réveiller les populations, pour qu'elles se lèvent d'elles-mêmes contre les injustices auxquelles elles sont confrontées!».



N.B. : reportage publié dans *Altermondes* (www.altermondes.org), la revue française de solidarité internationale

1/ Atelier Théâtre Burkinabè : www.atb.bf

2/ Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'excision, encore appelée Mutilation génitale féminine (MGF), recouvre « toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou autre lésion des organes génitaux féminins pratiquées pour des raisons non médicales ».

Où ?

Maghreb, Afrique du Nord

Qui ?

Forum social maghrébin

www.fsmaghreb.org

Quoi ?

S'inscrivant dans la démarche du Forum social mondial, le Forum social maghrébin aspire à faciliter l'articulation, décentralisée et en réseau, d'associations et de mouvements engagés, tant au niveau local que maghrébin, en vue de la construction d'un « Maghreb des Peuples ». Il vise à renforcer les dynamiques progressistes dans la région et à encourager les libertés démocratiques. Sur le thème plus spécifique des migrations, le travail des associations du Forum visent entre autres à combattre le racisme et à faire changer les lois qui régissent l'immigration dans la région. Objectif : l'avènement d'un Maghreb démocratique et d'égalité entre nationaux et migrants.

Soutenir 11.11.11

N° de compte :

BE33 000170326946

BIC : BPOTBEB1

au nom du CNCD-11.11.1

Quai du Commerce 9

1000 Bruxelles



Le CNCD-11.11.11

adhère au Code éthique
de l'AERF

www.vef-aerf.be



Propos recueillis par
FRÉDÉRIC LÉVÊQUE
CNCD-11.11.11

Quand le **Maghreb** s'empare des enjeux migratoires

En avril dernier, quelque 400 personnes actives au sein d'associations se sont réunies à Monastir en Tunisie pour participer à une édition du Forum social maghrébin dédiée aux enjeux grandissants des migrations dans la région. Les défis sont de taille car depuis la fin du siècle dernier, le Maghreb n'est plus (seulement) une terre d'émigration mais est aussi une région de transit et d'immigration.



Parmi la cinquantaine de programmes financés annuellement par l'Opération 11.11.11, plusieurs visent à appuyer des organisations et dynamiques sociales qui renforcent les sociétés civiles et les espaces démocratiques, une condition essentielle du développement. C'est dans cet esprit que l'Opération 11.11.11 soutient des initiatives comme le Forum social maghrébin, dont une édition consacrée exclusivement aux questions migratoires s'est tenue en avril dernier à Monastir, en Tunisie. Driss El Korchi est membre du comité de suivi de ce forum. Il répond à nos questions.

Quand et comment est né le Forum social maghrébin ? On peut situer les prémises en 2004, en marge du second Forum social marocain à Rabat. Cette première rencontre entre associations a été suivie d'un travail qui a conduit aux rencontres préparatoires de Bouznika, avec plus de mille participants venant des quatre coins du Maghreb. Sans hésitation, Bouznika a été le moment fondateur.

Pourquoi traiter spécifiquement des questions migratoires ? Dans le Maghreb, la question migratoire n'est plus unidimensionnelle mais tridimensionnelle. Initialement terre d'émigration, le Maghreb est devenu une région de transit pour les migrants qui essaient de rejoindre l'Europe et d'immigration pour les populations qui s'y installent faute de pouvoir traverser la Méditerranée. C'est la raison pour laquelle les organisations du Forum y apportent une attention particulière, d'autant plus que le constat aujourd'hui est sans appel : la situation des migrants ne fait que se détériorer, les actes de violence à leur égard se suivent et se ressemblent, le

nombre de morts croît en permanence, tant en Méditerranée que sur les routes du Sahara.

S'il ne fallait retenir qu'un moment important du dernier Forum, ce serait lequel ? Peut-être la marche d'ouverture emmenée par les parents des enfants disparus qui sont, pour la majorité, des jeunes qui ont quitté la Tunisie juste après la révolution de 2011 et qui ont disparu en mer. Les parents, pour la plupart des mères (cf. photo ci-contre), exigent que l'on fasse la lumière sur ce qui s'est passé.

Dans votre appel à la fin du Forum, vous pointez la responsabilité de l'UE... Les dirigeants européens sont obnubilés par la question migratoire, ce qui se concrétise dans des politiques de construction de murs, de mise en place d'une agence spécifique de contrôle des migrants aux frontières (Frontex), d'un durcissement des conditions d'obtention des visas et d'une politique systématique de criminalisation des migrants. De plus,

dizaines de milliers de personnes sur une population totale de 70 millions d'habitants. Au Maroc et en Algérie où ils sont les plus présents, les migrants subsahariens ne reçoivent aucune aide, même la plus élémentaire. Ils vivent pour la majorité dans des conditions déplorables. À cela il faut ajouter le racisme... Mais les luttes commencent à porter leurs fruits...

Justement, quels progrès ont été enregistrés grâce à votre mobilisation ? Depuis quelques mois, les autorités marocaines essaient de redorer leur blason terni par l'image laissée par la répression auprès des opinions publiques. Plusieurs initiatives ont été prises comme la mise en place d'une politique de régularisation, la scolarisation des enfants des migrants, l'arrêt des expulsions vers la frontière désertique entre le Maroc et l'Algérie, etc. Ces progrès, pour lesquels la vigilance s'impose car on est habitué aux annonces sans lendemain, sont dus au renforcement des capacités de luttes que permet un espace comme celui du Forum social.

« L'UE EXERCE UNE FORTE PRESSION SUR LES PAYS DE LA RIVE SUD POUR QU'ILS JOUENT AUX GENDARMES »

L'UE exerce une forte pression sur les pays de la rive Sud pour qu'ils jouent aux gendarmes. Ainsi, les accords de mobilité qu'essaient d'imposer l'UE au Maroc et à la Tunisie ont été au centre du Forum.

La question migratoire fait-elle l'objet de débats dans les sociétés du Maghreb ? Les autorités de tous les pays du Maghreb ont essayé de faire taire tout débat sur cette question et en particulier sur le sort réservé aux migrants subsahariens par les forces de l'ordre. Mais cela n'a pas marché. Nous avons encore pu le constater lors du Forum.

Peux-tu en dire plus sur l'accueil réservé aux subsahariens ? Honnêtement, en tant que Maghrébin, il n'y a pas de quoi être fier... Je précise d'abord que l'on parle d'un maximum de quelques

Des initiatives concrètes sortent-elles de ce type de rencontres que sont les forums ? Lors des travaux en ateliers, il a été proposé de lancer un « observatoire maghrébin pour la migration ». Cet observatoire permettrait de créer un véritable réseau transversal entre les sociétés civiles des pays du Maghreb. Son rôle : observer les comportements des États et leurs institutions à l'égard des étrangers ; observer également les comportements de la société maghrébine et des médias... Observer certes mais interpeller également chaque fois que des dysfonctionnements ou des atteintes aux droits de la personne sont constatés. Un autre rôle fondamental que jouerait cet observatoire serait de promouvoir le débat politique sur la migration et la réflexion et l'élaboration d'alternatives possibles.

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC LÉVÊQUE
CNCD-11.11.11

Un sommet inefficace sur l'efficacité...

Un pays riche, du Nord, qui aide un pays pauvre, du Sud. Voilà bien une image qui, si elle n'est pas complètement révolue, ne recouvre plus la réalité des politiques de développement en ce début de XXI^e siècle. Le monde change, les acteurs de la coopération se multiplient. Et il n'est pas aisé de les faire converger vers une aide plus efficace.

Efficacité. C'est le dernier mot d'ordre en date dans le secteur de la coopération au développement. À un moment où la crise réduit les budgets de l'aide publique, on se penche sur la qualité et l'efficacité de l'aide et on remet en cause la « coopération de papa ». Car dans le secteur, les acteurs comme les intérêts sont multiples. Il y a les organismes multilatéraux et financiers qui aident ou qui prêtent, on pense à la Banque mondiale ou à la Banque européenne d'investissement. Il y a aussi les bailleurs traditionnels que sont les pays riches réunis au sein de l'OCDE, avec leurs intérêts géopolitiques et économiques. Il y a évidemment les ONG qui, dans leur grande diversité, veulent se faire entendre. Et puis les pays émergents qui s'invitent avec leur propre conception du développement. On pense à la Chine, très présente en Afrique. Et, enfin, le secteur privé qui s'impose aux acteurs traditionnels : les fondations, comme celle des époux Gates avec son budget colossal, ou encore les grosses entreprises, attirées par le juteux business des marchés publics.

Tout ce petit monde ou presque – 1500 personnes de 130 pays – s'est réuni en avril dernier à Mexico dans le cadre d'un « forum de haut niveau » sur l'efficacité. Une rencontre qui n'a pas fait l'actualité mais qui, au-delà de ses résultats à court terme, influence le cadre dans lequel interviennent tous ces acteurs. Rachel De Plaen, chargée de plaidoyer politique au CNCD-11.11.11, a participé à ce sommet. Elle en tire un bilan... mitigé.

D'où vient le débat sur l'efficacité ? Cela vient de deux constats. Le premier est que l'éradication de la pauvreté reste un enjeu d'actualité. Il y a un faible « return » de l'aide en matière de développement économique et humain. Le deuxième constat est lié à la baisse des budgets de la coopération au développement dans un contexte de crise économique.

Qu'est-ce qu'une aide plus efficace ? En 2005, les pays donateurs de l'OCDE se sont mis d'accord sur un cadre de référence : la Déclaration de Paris. Elle revalorise le rôle de l'aide publique tout en définissant un cadre commun d'évaluation de sa qualité selon des principes bien définis.

Quels sont ces principes ? Ils sont au nombre de cinq : l'appropriation démocratique des politiques de développement par les pays bénéficiaires de l'aide ; l'alignement de l'aide sur les stratégies des pays bénéficiaires ; l'harmonisation entre les différents bailleurs présents dans un même pays ; la gestion axée sur les résultats des acteurs et des programmes de développement ; et enfin, la responsabilité mutuelle des partenaires des programmes d'aide, en vue d'assurer une reddition transparente des comptes entre bailleurs et pays bénéficiaires de l'aide.

Il est utile de préciser que cette déclaration a été remise en cause par la société civile, notamment parce qu'elle s'accompagnait de conditionnalités macroéconomiques. Et puis, même si ce cadre a été fixé par les pays donateurs, ils ne l'ont que peu respecté jusqu'à présent.

D'efficacité de l'aide, on en est venu à parler d'efficacité du développement. Quelle est la nuance ? Ce n'est pas une simple nuance. De 2003 à 2011, les forums organisés par l'OCDE portaient sur l'efficacité de l'aide, soit juste le montant octroyé par la coopération au développement d'un pays riche vers des pays économiquement plus pauvres. Cela a changé en 2011 avec le sommet de Busan (Corée du Sud). La communauté internationale a constaté que l'aide ne suffisait pas. En effet, la pauvreté est liée à aux politiques commerciales, fiscales, agricoles, etc. menées au Nord et au Sud. Il était donc nécessaire d'avoir une vision plus large. L'OCDE a ainsi ouvert le débat autour de l'efficacité à une série de nouveaux acteurs comme les pays émergents, le secteur privé et la société civile. D'où le lancement du « Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement » impliquant tous ces acteurs. La première rencontre a eu lieu en avril dernier à Mexico.

Tu étais présente à ce forum au Mexique. Quel bilan en tires-tu ? Le Forum de Mexico a encore montré l'écart existant entre les engagements ambitieux et les résultats insuffisants dans la rencontre des indicateurs fixés par la Déclaration de Paris. Depuis 2005, peu de progrès ont été réalisés. Il y a un manque d'engagement politique. La conférence de Mexico a aussi montré que les débats sur l'efficacité sont

liés à des rapports de force. Les pays les plus pauvres ont peu eu droit au chapitre. Alicia Barcena, de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL - ONU), a d'ailleurs réclamé la « décolonisation » de la coopération au développement. En outre, la Chine et l'Inde étaient aux abonnés absents alors qu'ils sont des bailleurs de fonds importants.

Un des thèmes importants était la place du secteur privé dans le développement. Le secteur privé était essentiellement représenté par de grandes entreprises. Il a défendu les partenariats public-privé qui ont explosé ces dernières années. Plus de la moitié de l'aide publique au développement est dépensée auprès de fournisseurs extérieurs

« PLUS DE LA MOITIÉ DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EST DÉPENSÉE AUPRÈS DE FOURNISSEURS EXTÉRIEURS POUR L'ACHAT DE BIENS ET SERVICES »

pour l'achat de biens et services destinés à des projets de développement. Les multinationales sont mieux armées pour gagner ces marchés. Il y a beaucoup d'argent en jeu.

Les ONG ont-elles dialogué avec les représentants des entreprises et fondations privées ? Chaque acteur a défendu son propre agenda, a exposé ses points de vue dans son coin. La société civile a tenu tout de même à exprimer sa préoccupation sur la promotion du secteur privé : elle ne peut pas se faire dans n'importe quelles conditions. Inquiète, elle a organisé durant le forum une *flash mob*. Elle voulait rappeler que le secteur privé devait respecter certaines normes sociales, environnementales, etc.

Les sommets de ce genre semblent plus décevants les uns que les autres. Cela sert à quelque chose ? Cet espace ne pourra jouer un rôle que s'il représente toutes les parties prenantes de manière équilibrée et s'il suscite un réel engagement de tous les acteurs de ce Partenariat. Beaucoup se disputent son orientation.

Pour répondre à la question : oui, ce forum est utile pour les ONG si on veut peser sur le cadre dans lequel nous intervenons. Il est important de rappeler nos inquiétudes par rapport au secteur privé dont l'objectif premier n'est pas l'éradication de la pauvreté. Il est important de faire entendre sa voix pour qu'une politique commerciale, agricole ou fiscale n'affecte pas les objectifs de la coopération au développement. Cette exigence de cohérence a malheureusement été absente de toutes les discussions à Mexico.





Il manque une banque!

Dans une interview accordée à *Knack*, Luc Coene, le gouverneur de la Banque nationale, interrogé à propos de NewB, a déclaré qu'il y a déjà trop de banques en Belgique. « Pas d'accord ! », répondent en chœur FairFin, le Réseau Financité et le CNCD-11.11.11 en lançant une campagne de soutien.

Le discours sur la multitude de petites banques en Belgique qui, inévitablement, va mener à une fusion n'est pas neuf. En 1999 déjà, Fons Verplaetse, un des prédécesseurs de M. Coene, déclarait au journal *Le Soir*: « Il y a cinq ans, les banques belges étaient d'une taille insuffisante pour affronter la disparition du franc belge. Entre-temps, les huit grandes banques sont devenues quatre. C'est la bonne voie. Il faut maintenant digérer ces fusions. Avant de passer à une phase ultérieure. Dans cinq ans, il pourrait ne plus y avoir que 100 groupes bancaires dans le monde. Il s'agira pour les banques belges de collaborer avec des groupes étrangers pour faire partie de ce top 100 mondial. » Il n'a pas fallu dix ans pour que trois de ces quatre banques ne soient sauvées de la faillite qu'à la faveur d'une intervention massive des pouvoirs publics! Et à l'heure du désastre de ces fusions bancaires à la belge, les banques de petite et moyenne tailles résistaient brillamment à la crise sans s'écarter de leur rôle de base sociétal: transformer l'épargne en crédit.

L'exemple anglais

Comment dès lors expliquer la persistance de cette doctrine sur les banques trop petites et trop nombreuses, qui est pourtant loin d'être unanime et qui ne repose d'ailleurs sur aucun texte légal ou réglementaire? Pas bien loin de chez nous, au Royaume-Uni, soumis au même cadre réglementaire européen que la Belgique et dans un contexte de marché fort similaire au nôtre – quatre grandes banques qui contrôlent près de 80 % du marché et une difficulté à financer les PME –, des choix inverses ont été faits: stimuler la concurrence dans les services financiers. Et ils y parviennent puisque, un an après le lancement de cette politique, trois demandes pour de nouvelles banques régionales sont déjà actuellement à l'étude, tandis que 26 sont en phase de pré-candidature!

Absence de débat

Comment expliquer par ailleurs que cette doctrine ne soit jamais débattue? « Quel paysage bancaire souhaitons-nous? », « quel type de banque voulons-nous? » sont pourtant des questions éminemment politiques, qui sont largement absentes aujourd'hui du débat politique et ce n'est pas la campagne électorale que nous venons de connaître qui va bousculer ce constat. Aucune vision claire sur le secteur bancaire ne se dégage aujourd'hui. Et cette absence de vision handicape l'émergence d'initiatives qui combleraient les lacunes béantes du marché bancaire belge. Le problème n'est pas qu'il y ait trop de banques en Belgique, mais qu'il y ait trop de banques similaires! Le problème n'est pas que le marché soit saturé, mais qu'il soit monolithique!

La stabilité dans la diversité

Pourquoi est-il ainsi nécessaire de favoriser la diversité de l'industrie bancaire? Car elle contribue à la stabilité, ce qui est bon pour l'investisseur, et elle renforce la concurrence, ce qui est bon pour le consommateur. Il a été démontré que la présence de banques coopératives a un impact positif sur la croissance du PIB dans la plupart des pays, notamment en Autriche, en Finlande, en Allemagne et aux Pays-Bas.

« LE PROBLÈME N'EST PAS QU'IL Y AIT TROP DE BANQUES EN BELGIQUE, MAIS QU'IL Y AIT TROP DE BANQUES SIMILAIRES ! »

Comme l'a observé le Groupe d'experts de haut niveau sur la réforme structurelle du secteur bancaire de l'UE, les études empiriques montrent que les banques coopératives offrent par ailleurs une plus grande stabilité de revenus et une volatilité inférieure de rendements par rapport aux banques commerciales.



Stop aux relations économiques de la Belgique avec les colonies israéliennes !

Pour un débat citoyen

Ce constat est partagé par la société civile belge. 120 organisations représentatives de toute sa diversité se sont regroupées pour l'affirmer : il manque une banque en Belgique ! Le « Baromètre de la consommation 2014 », étude à grande échelle sur la consommation belge, le confirme : 23% des consommateurs veulent être clients d'une banque coopérative !

C'est qu'il manque en Belgique une banque qui respecte strictement le suffrage universel, où chaque associé a la même voix, quel que soit son apport financier, dont les plus-values réalisées au fil du temps restent au sein de l'entreprise pour en assurer la pérennité, qui prévoit un ratio de solvabilité de 15%, qui exclut le financement de tout projet nuisible à l'environnement et à la société sur base des critères définis par ses clients, qui soit créée par des dizaines de milliers de citoyens et des dizaines d'organisations représentatives de la société belge, qui la dessinent pour répondre aux besoins de celle-ci, qui respecte un écart salarial de 1 à 5, de manière à ce que les meilleurs professionnels soient rémunérés pour leurs compétences, sans qu'ils puissent bénéficier, directement ou indirectement, de rémunérations excessives, et qui exclut les primes individuelles, les options sur actions, les plans d'actions ou avantages à l'étranger. Aucune banque actuellement active en Belgique ne réunit l'ensemble de ces caractéristiques ! Et l'argument quantitatif – il y a trop de banques – ne peut justifier qu'il ne soit répondu à cette exigence impérieuse de qualité !

D'où l'urgence d'ouvrir un débat public sur le paysage bancaire et sur le type de banque que nous voulons. Sur l'encouragement ou les barrières qu'il convient que les pouvoirs publics réservent aux initiatives émergentes comme NewB. Libérons une parole qui est trop souvent confisquée dans un domaine qui, pourtant, détermine tant d'aspects de la vie en société. Les banques doivent être à notre service et pas l'inverse !

Signez l'appel sur www.ilmanqueunebanque.be

N.B. : ce texte est une légère adaptation de l'appel lancé le 4 juin par le CNCD-11.11.11, FairFin et le Réseau Financité.



© Arnaud Ghys

Demandez au gouvernement belge d'agir pour mettre fin aux relations économiques avec la colonisation israélienne

Signez la pétition sur

www.madeinillegality.org/petition

BIKE TO MEET YOU



Les Andes, c'est fait !

Nous les avions laissés en mars en Afrique alors qu'ils s'apprêtaient à décoller pour la Colombie. Ils sont maintenant sur le point de quitter l'Amérique du Sud pour l'Asie. Quentin, Malek et Yvan sont ces trois jeunes Bruxellois que DLM suit depuis novembre 2013 dans leur tour du monde à vélo de 30 000 km.

Rappelons-le : au-delà du défi sportif, leur objectif est de rencontrer sur chaque continent des partenaires soutenus par l'Opération 11.11.11 et de récolter 1 € par kilomètre parcouru au profit de cette même récolte de fonds. Un montant qu'ils pourraient atteindre, le compteur des dons s'approchant des 13 000 € à mi-parcours.

Lors de leur passage dans les Andes péruviennes, les trois cyclistes ont rencontré des associations paysannes soutenues par Idesi (Pérou). Depuis 2006, cette organisation encourage les producteurs à s'associer pour redynamiser certaines productions traditionnelles ayant une valeur marchande importante comme la quinoa, la tara, la figue de barbarie ou encore le cochon d'Inde, dont la production peut alors être vendue une fois l'alimentation de la famille assurée.

Pour en savoir plus sur ce projet, et sur l'épopée des Bike To Meet you, rendez-vous sur www.cncd.be/biketomeetyou

Rendez- vous à Esperanzah !

ESPERANZAH!

31 JUILLET
1.2.3 AOÛT
2014

ABBAYE
DE
FLOREFFE



Manu Chao La Ventura / FAUVE
Kery James / Alborosie / Ayo / Plaza Francia
Playing For Change / Danakil / High Tone
The Broken Circle Bluegrass Band
Les Ambassadeurs

(Solif Keita / Cheick Tidiane Seck / Amadou Bagayoko)

C'est toujours au même moment : le premier weekend d'août. C'est encore au même endroit : la cadre enchanteur de l'abbaye de Floreffe. La philosophie reste la même : un festival tourné vers les découvertes et d'autres possibles. Esperanzah ! 13^e édition, c'est parti !

Le CNCD-11.11.11 vous donne rendez-vous du 31 juillet au 4 août sur les terres du festival dans l'« espace 11.11.11 » consacré à l'alimentation et à l'agriculture. Cet espace fait partie des multiples animations, comme les arts de la rue, qui égayeront le site de l'abbaye durant ce long weekend festif. Il permettra aux festivaliers de se sensibiliser aux enjeux de l'agro-écologie et aux alternatives pour garantir la souveraineté alimentaire. La cuvée 2014 est riche : des grands débats alterneront avec des spectacles d'improvisation théâtrale interactifs, un stand gratuit d'impression sur t-shirts côtoiera une œuvre évolutive et des bornes ludiques de sensibilisation. L'espace bénéficiera aussi de la présence du groupe Pang, célèbre pour sa chanson 'Les Potes à Jé', et d'un stand du magazine Imagine Demain le monde.

Si vous n'êtes pas encore convaincu, visitez www.esperanzah.be

Mi casa es tu casa !



Donnez à n'importe quel quidam des chaussettes qui montent et des millions pour faire quelques jeux de jambes : il raisonnera raisonnablement. Tout le monde s'est bien marré en avril dernier avec Michel Platini. C'est du réchauffé, je sais, mais entre l'Ukraine et Boko Haram, il faut se ménager des plages de plaisir.

« Il faut dire absolument aux Brésiliens qu'ils ont la Coupe du monde. Ils sont là pour montrer la beauté de leur pays, leur passion pour le football. S'ils peuvent attendre un mois avant de faire des éclats un peu sociaux, ce serait bien pour le Brésil et pour la planète football. » Un peu direct, mais quelle pertinence dans le propos ! À croire que Michel Platini me lit en cachette dans les toilettes de son bureau de président de l'UEFA.

Michou n'est pas seul à penser ainsi, ce qui me rend aussi léger qu'une plume du carnaval de Rio. Des exemples ? Tant que vous voulez ! La FEB d'abord : « Les mouvements sociaux et les grèves sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'attractivité de la Belgique aux yeux des investisseurs étrangers ». Le FMI ensuite : « Les grèves entament l'attractivité des pays aux yeux des investisseurs étrangers ». Ou encore l'entreprise Renault face aux grèves en Roumanie : « Elles pourraient mettre en péril notre intérêt pour l'usine roumaine, nous construisons déjà une usine au Maroc »... D'ailleurs, grâce aux conseils de la Banque mondiale, l'attractivité du Maroc s'est améliorée comme celle du continent dans son ensemble. Ils savent recevoir maintenant ! Ces pays nous vendent leurs terres, nous cèdent leurs richesses pour trois pièces jaunes,

oublient de nous faire payer l'impôt, nous massent les pieds au bord de la piscine. *Mi casa es tu casa !* Ils remontent dans le classement de l'attractivité, mais rien n'est jamais acquis. J'en veux pour preuves les derniers débrayages marocains et guinéens, les préavis de grève en Tunisie et Égypte. C'est pas demain qu'ils construiront des îles comme on construit des villas *Thomas & Piron*. Haaaaa Dubaï, l'inaccessible étoile.

Il n'est pourtant pas compliqué d'être accueillant. L'attractivité de Dubaï est vantée par la Banque mondiale, et ce n'est sûrement pas dû au légendaire mauvais goût de ses habitants ou à son climat irrespirable. Inspirons-nous : syndicats bâillonnés, ouvriers chahuteurs renvoyés illico par milliers au bercail. Facile, 80% de la population est expulsable immédiatement. Le sens de l'accueil, ça se travaille !

La Belgique compte postuler pour la Coupe du monde de foot de 2026, après celles en Russie et au Qatar. Ce serait une chance inouïe que de pouvoir faire goûter nos couques de Dinant aux millions de touristes qui viendront découvrir notre beau pays. J'espère que d'ici là nos responsables politiques sauront faire passer l'envie aux citoyens de se promener avec des banderoles entre les gares de la capitale par un savant dosage d'éducation au savoir-vivre. Reste à espérer que tonton Michou aura encore toute sa clairvoyance pour distiller sa sagesse auprès des derniers sidérurgistes wallons, des chauffeurs des TEC et des chômeurs pas assez activés.

Alors merci qui ?

MICMAC un nouveau magazine sur les migrations, l'interculturel et la coopération

Parce qu'il y a du Sud dans le Nord, de l'Est dans l'Ouest, du « là-bas » dans l'« ici ». MICmag s'écrira à partir de trois angles de vue, joyeusement mélangés : M pour migrations, I pour interculturel, C pour coopération au développement.



Éditeur responsable : Amaud Zacharie – Quai du Commerce, 9 – 1000 Bruxelles

www.micmag.be

En supplément gratuit,
tous les 2 mois dans la Libre Belgique

La Libre

MICmag est un magazine publié à l'initiative du CBAI (Centre bruxellois d'action interculturelle), du CIRÉ (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) et du CNCD-11.11.11 (Centre national de coopération au développement).